

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62 400 BÉTHUNE

BÉTHUNE, le **26 OCT. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHISTES ET CALIBRES DE L'ARTOIS

TERRILS 79 & 79 bis
rue des Ragonieux
62750 - Loos-en-Gohelle

Références : 188-2023
Code AIOT : 0007000284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement SCHISTES ET CALIBRES DE L'ARTOIS implanté TERRILS 79 79 bis rue des Ragonieux à Loos-en-Gohelle (62750). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHISTES ET CALIBRES DE L'ARTOIS
- TERRILS 79 & 79 bis rue des Ragonieux à Loos-en-Gohelle (62750)
- Code AIOT : 0 007 000 284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection de la biodiversité
- Remise en état du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 1.3	/	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 4	/	Sans objet
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 8	/	Sans objet
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 10.2	/	Sans objet
5	PC5	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 13	/	Sans objet
6	PC6	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 17.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis à l'occasion de la visite d'inspection du 28 septembre 2023 sur le site exploité par la société SCHISTES ET CALIBRES DE L'ARTOIS (SCA) à LOOS-EN-GOELLE ont permis de vérifier que l'exploitant respectait les prescriptions examinées de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 06 janvier 2014.

L'exploitant a été en mesure de présenter l'ensemble des documents qui lui ont été demandés et il a indiqué qu'il allait déposer un dossier de porter à connaissance avant la fin du mois d'octobre pour prolonger le délai d'exploitation qui prend fin le 06 janvier 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Carrière
Prescription contrôlée : Durée de l'autorisation La présente autorisation prévoit une durée d'autorisation de 10 ans, à compter de la notification du présent arrêté, y compris la remise en état, sous réserve du respect des termes de la convention signée le 14/12/2009 avec la commune de LOOS en GOHELLE.
Constats : L'exploitation est autorisée jusqu'au 06 janvier 2024. La convention de forage qui lie l'exploitant à la Mairie de LOOS-EN-GOHELLE est reconduite chaque année. L'exploitant rencontre deux fois par an les représentants de la mairie dans ce cadre. Les derniers échanges ont été dirigés vers une prolongation de l'autorisation après 2024 afin d'étendre à l'ensemble du site les aménagements mis en place à l'ouest de celui-ci. Suite à des réunions avec la mairie de LOOS -EN-GOHELLE et les responsables du groupe COLAS FRANCE TERRITOIRE NORD-EST auquel l'exploitation a été rattachée en 2023, il a été décidé de prévoir une prolongation de l'exploitation de 10 années. La poursuite de l'exploitation a été rendue possible grâce à la signature de nouveaux marchés qui garantissent au groupe une projection de la rentabilité sur une période relativement longue qui permettra d'envisager des investissements en matériel à court terme. Cette prolongation sera réalisée en adéquation avec le projet de remise en état du site prévu par la mairie : <ul style="list-style-type: none">- maintien de la biodiversité,- aspect paysager important vu de la route de MAZINGARBE. Un dossier de porter à connaissance sera déposé en préfecture au cours du mois d'octobre 2023 afin de prolonger la durée d'exploitation du site. Ce projet sera basé sur deux phases de 5 années et sur une estimation de production annuelle de 300 000 tonnes environ pour finir l'exploitation du gisement qui a été exploité à un rythme moindre que celui initialement prévu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : BORNAGE Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les bornes matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté. 2. Un piquetage matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté. 3. Une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après. L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Vu le plan d'exploitation mis à jour le 2 juin 2023. Les bornes du périmètre d'autorisation sont numérotées de 1 à 13. Les douze bornes du périmètre d'extraction sont numérotées de A à L. Pour confirmer la présence de l'intégralité des bornes qui n'ont pas pu être contrôlées lors de la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 29 septembre 2023 des photos de l'ensemble de celles-ci. La borne de référence est située à l'entrée du site et à proximité de la Rue des Ragonieux. Par erreur elle se trouve à l'article 7 de l'APA à la cote de 48,32 m NGF. La cote limite à atteindre est de 45,5 m NGF, cette cote correspond au niveau altimétrique de la cote naturelle des terrains voisins et de la rue des Ragonieux. Cette erreur de transcription des données du dossier lors de la rédaction de l'APA sera corrigée dans le cadre de la prolongation de l'activité après 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ EXISTANTE L'exploitant doit prendre toutes les dispositions durant la phase d'exploitation pour protéger les espèces protégées et remarquables et leurs habitats identifiés et décrits dans l'étude d'impact. La mise en place d'un suivi sur la durée, ciblé sur les espèces végétales rares et menacées, le Crapaud calamite et le Léopard des murailles, fera l'objet d'une proposition de la part de l'exploitant. Ce suivi permettra d'évaluer la pérennité de leurs populations et de définir des mesures de conservation utiles le cas échéant.
Constats :

La faune de la mare a été suivie par le Bureau d'Étude Rainette au cours de l'année 2022. Sur la base des contrôles effectués lors de cette période et celles des années précédentes la population des deux espèces répertoriées est en constante évolution (100 Crapauds calamites et 45 Lézards des murailles).

Depuis le début de l'année 2023 le suivi de la faune et de la flore a été confié au centre permanent d'initiative pour l'environnement (CPIE) Chaîne des Terrils qui a fait en 2023 un travail d'inventaire des espèces en présence sur le site qui sera publié avant la fin de l'année 2023.

La synthèse sera transmise à l'inspection.

Les deux mares présentent un intérêt écologique important (présence d'un grand nombre de têtards) et la végétation spontanée présente une grande diversité.

Le CPIE a entrepris en collaboration avec l'exploitant d'expérimenter la fabrication d'un mur pour accueillir une cinquantaine de nichoirs à hirondelles.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : PC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 10.2

Thème(s) : Risques chroniques, Carrière

Prescription contrôlée :

Remise en état

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation de 10 ans. Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état doit comporter les principales dispositions suivantes :

- le profil des terrils sera une alternance de talus/banquettes, hauts de 7 m, selon un axe Nord-Sud. Ces talus aboutiront à un plateau, à pente concave de 1 à 3%, constitué par un remblai de schiste noir invendu, reposant sur le fond du carreau fini d'exploiter. Ils seront éventuellement enherbés et certains seront le lieu de plantations d'arbustes choisis pour leur capacité à s'adapter à ces sols schisteux pauvres en éléments nutritifs.

- le plateau, qui s'étendra de l'Est à l'Ouest, sera séparé par la rue des Ragonieux par un talus non extrait, haut d'un maximum de 25 m et d'un minimum de 4 m.

- la zone de fin d'exploitation apparaît comme une zone à enjeux écologiques très fort. Pour réduire les impacts sur les espèces patrimoniales :

- conservation dans leur intégralité des merlons, ainsi qu'une marge de 3 à 5 m situés à l'Ouest et au Nord de la zone en fin d'exploitation afin de protéger les lézards des murailles, les sites d'hibernation du crapaud calamite et des zones pour les espèces floristiques patrimoniales,
- balisage et conservation des retenues d'eau de ruissellement, pour la reproduction du crapaud calamite et le développement des têtards,
- création d'une mare dans la zone Nord-Ouest du site pour la préservation des têtards du crapaud calamite.

À ces mesures assez générales, s'ajoutent les prescriptions plus spécifiques suivantes :

- la création d'autres mares et zones d'accumulation d'eau de pluie à l'occasion du modelage des terrains schisteux lors de la remise en état sera prévue,
- la création de tas de blocs et de merlons, mêmes petits, au Sud,
- les plantations et enherbements éventuels doivent rester très circonscrits dans l'espace. Les mesures d'intégration paysagère ne doivent pas pénaliser les espèces remarquables en banalisant les habitats.
- l'intégration paysagère fera l'objet d'un recours à un paysagiste DPLG au regard de l'enjeu paysager majeur présenté par le site.
- l'éventualité de reprendre le site remis en état, dans la trame verte, devra être étudié par l'exploitant.

Constats :

Un dossier de demande de prolongation pour 10 années d'exploitation supplémentaire est sur le point d'être déposé. Selon l'exploitant ce dernier ne présentera pas de modifications des conditions de remise en état du site qui devrait correspondre à la prolongation de ce qui a été réalisé sur sa partie Ouest.

La remise en état de la partie restante sera réalisée en concertation avec la Mairie de LOOS-EN-GOHELLE.

La partie finalisée présente sur sa partie haute une succession de gradins plantés d'arbres qui s'ouvrent sur une plate-forme végétalisée qui s'étale jusqu'à la mare située en contrebas.

La présence du talus végétalisé longeant principalement la Rue des Ragonieux a été constatée par l'inspection. Ce merlon fait office de dispositif anti-intrusion et présente une hauteur pouvant atteindre une dizaine de mètres par endroit.

Une seconde mare présente à proximité d'un stockage de schistes rouges a été observée. Elle présente un intérêt écologique important (présence d'un grand nombre de têtards). La végétation observée sur la plateforme est spontanée et présente une grande diversité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PC5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Carrière

Prescription contrôlée :

13: PLANS

Un plan à l'échelle 1/1000ème ou 1/500ème est établi.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la borne de nivellement visés à l'article 4 ;

<ul style="list-style-type: none"> • les pistes et voies de circulation ; • les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,... • les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, locaux,... <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement.</p>
<p>Constats : Vu : plan du 02 juin 2023.</p> <p>Après complétude par l'exploitant le jour de la visite le document comprend l'ensemble des éléments énumérés au présent arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : PC6

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 17.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : 17.2 - Défense contre l'incendie : L'exploitant doit assurer la Défense Extérieure Contre l'Incendie de telle sorte que les Sapeurs-Pompiers puissent disposer d'un débit d'extinction minimal. Pour cela l'exploitant consultera le SDIS 62, dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, pour avis technique. L'Inspection de l'environnement sera informée des conclusions du SDIS 62.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Répartir de manière judicieuse des extincteurs à eau pulvérisée de 6 l au minimum ou, en cas de risque électrique, à poudre de 6 kg, pour 200 m² de plancher avec au minimum un appareil par niveau. Les extincteurs à poudre pourront être remplacés, le cas échéant, par des extincteurs à dioxyde de carbone de capacité équivalente. • Doter les locaux présentant des risques particuliers d'incendie d'au moins un extincteur approprié aux risques. • Installer une réserve de sable et une pelle à proximité des stockages de liquides inflammables. • Établir et afficher, dans les différents locaux, des consignes de sécurité indiquant : <ul style="list-style-type: none"> • la conduite à tenir en cas d'incendie, • les modalités d'appel des Sapeurs-Pompiers (tél. 18), • l'évacuation du personnel (système d'alarme sonore), • la première attaque du feu, • les mesures pour faciliter l'intervention des secours extérieurs (ouverture des portes, désignation d'un guide), • apposer une signalétique bien visible « issue de secours ». <p>Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre.</p> <p>Toutes dispositions telles que la présence de téléphone portable doivent être prises pour que l'alerte des services de secours puisse se faire dans les meilleurs délais.</p>

Constats : 15 extincteurs sont répartis judicieusement sur l'ensemble du site. Ces équipements ont été contrôlés le 14 novembre 2022 par la société CHUBB à WASQUEHAL.

Au cours de la visite, l'Inspection a recherché les bornes incendies susceptibles d'être employées en cas de sinistre sur le site. Il s'avère que les dispositifs repérés se situent à plus de 400 m du site. Dans ce contexte, l'inspection a demandé à l'exploitant de consulter les services de défense contre l'incendie pour justifier la conformité et la suffisance des moyens disponibles et garantir en toutes circonstances une défense efficace du site. Les conclusions tirées de cette consultation devront apparaître dans le dossier de porter à connaissance qui sera déposé très prochainement dans le cadre de la demande de prolongation de la durée de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet